

En attendant le dégel...

édito

En cette période hivernale, il est toujours de bon ton de se plier aux traditionnels vœux de fin d'année. C'est pourquoi la **CGT EDUC'ACTION du VAR** nous souhaite avant tout, un dégel hâtif de notre point d'indice. En effet à la CGT, nous considérons que la

revendication salariale est une priorité pour les enseignants et pour l'ensemble des personnels de l'Education nationale. 25% en moins de pouvoir d'achat depuis 30 ans... ce sont nos étrennes qui, cette année, risquent encore d'être faméliques. N'hésitons pas non plus à ambitionner une nouvelle année débarrassée, pour de bon, d'un COVID qui nous submerge depuis de longs mois et qui disparaîtrait en même temps que l'état d'urgence sanitaire et que les politiques



opportunistes de nos dirigeants. Si la fortune nous sourit enfin, et que la maladie ne nous importune plus, ayons alors peut-être la naïveté d'imaginer une année à venir où il serait enfin souhaitable que la culture, qui fait de l'Homme autre chose qu'un simple accident de la nature, soit replacée au centre de ce qui fonde notre essentialité.

Être seul à faire un vœu c'est peut-être se condamner à rêver.

Mais rêver à plusieurs n'est-ce pas alors se donner la possibilité de faire de nos utopies des réalités ?

SALAIRES : Les Raisons d'une Chute !

HISTORIQUE

01 Pour la CGT c'est la défense des intérêts des travailleurs qui doit être la première des tâches d'une organisation syndicale . Et quoi de plus important pour le travailleur que ses conditions de travail et de rémunérations ? C'est en négligeant cette évidence que certaines organisations syndicales de l'éducation nationale ont assisté nonchalemment depuis 1981 à la dégringolade du pouvoir d'achat et corollairement du statut social des enseignants.



- 320 €
par mois

02
03 Ainsi, si en 1981 un professeur certifié gagnait en début de carrière l'équivalent de 2148 euros actuels par mois (1,76 fois le SMIC), il ne gagne plus désormais en moyenne que 1828 euros mensuel (1,18 fois le SMIC), soit une perte nette de 320 euros par mois (ou un équivalent de 2,1 mois de salaire par an !).

Du côté de la Science:



Dans son ouvrage *Salaires des enseignants : la chute'*, le docteur en sciences politiques Bernard SCHWENGLER explique ce phénomène par la perte de valeur du point d'indice (un outil qui fixe le montant de rémunération des fonctionnaires)...

- 28% de
salaire réel



... et estime quant à lui à **près de 28% la baisse du salaire réel entre 1982 et 2018 !**

Cet appauvrissement a fait également l'objet de plusieurs publications universitaires. Trois chercheurs des universités de Cergy, Lille et Paris 1² mettent ainsi clairement en évidence cette baisse du niveau de vie des enseignants : « *En nous appuyant sur une reconstruction des grilles indiciaires des fonctionnaires de l'enseignement, échelon par échelon, de 1960 à 2004, nous montrons que le pouvoir d'achat des salaires nets des enseignants du secondaire a baissé d'environ 20% de 1981 à 2004* ».

Qu'en pensent les politiques?

Un rapport du Sénat édifiant!

- Ce douloureux constat est également partagé par les sénateurs³. Pour ces derniers le salaire des enseignants n'est clairement pas à la hauteur et menace désormais l'attractivité de la profession.
- De même les élus constatent le décrochage de nos émoluments par rapport aux salaires du privé.
- Les sénateurs internationalisent même la question, en s'appuyant sur le dernier rapport de l'OCDE sur l'éducation et constatent que les rémunérations des enseignants français sont bien en dessous de la moyenne européenne.

Extraits:

 *Le rapport présenté à la chambre haute précise ainsi : « qu'en euros constants, les enseignants français ont perdu entre 15 et 25 % de rémunération au cours de ces vingt dernières années »*

 *« Les salaires effectifs des enseignants français sont en deça du revenu de travail des actifs ayant atteint au moins le niveau licence . Plus précisément, les salaires des professeurs sont inférieurs à celui des actifs du privé de 21% »*

 *« en France le salaire statutaire des enseignants reste inférieur d'au moins 15 % à la moyenne de l'OCDE et ceux-ci terminent leur carrière avec un salaire inférieur à la moyenne de celle de l'Union Européenne »*

Une baisse de salaires qui engendre des coûts sociaux

Pour les trois universitaires précédemment cités, cet appauvrissement du corps enseignant *« comporte en lui-même d'importants coûts sociaux à long terme »* notamment sur **l'attractivité du métier et la qualité du recrutement** (*« cela implique une baisse de la qualité et de la productivité du service ainsi qu'une forme d'antisélection dans les futurs recrutements »*). Ces conclusions rejoignent les résultats d'une étude menée en Australie⁴ qui constate que *« les capacités des enseignants australiens ont considérablement baissé »* en corrélation directe avec la stagnation des salaires et la baisse du niveau de vie.

Cela se vérifie bien évidemment à l'entrée du métier puisque sur les dix dernières années, toutes disciplines confondues, les concours de l'enseignement en France ont perdu plus d'un tiers de leurs candidats ! En clair : notre profession n'attire plus les étudiants diplômés qui rechignent à une vie de précarité et de bienveillance ministérielle...

Avec la CGT Educ'action passons du constat à l'Action !

Un salaire réel en chute libre de plus de 20% en vingt ans, une perte nette de 300€ par mois, un début de carrière proche du SMIC, des émoluments devenus nettement plus faibles que les salaires du privé, des conditions de travail parmi les plus dégradées de tous les pays de l'OCDE... le constat est accablant !

Et pourtant, nombreux sont celles et ceux d'entre nous qui pensions à l'époque, en obtenant le concours, avoir enfin gagné l'assurance de finir les mois sans angoisse. Aujourd'hui, force est de constater que nous sombrons petit à petit dans la catégorie « *survie* », celle du calcul à l'euro près, celle de l'imprévu qui vient briser des semaines de gestion rigoureuse, celle de la précarisation de nos vies...

QUE REPENDRE AU CYNISME DE NOTRE MINISTRE QUI A BESOIN D'UN « *OBSERVATOIRE DU POUVOIR D'ACHAT DES PROFESSEURS* » POUR CONSTATER A QUEL POINT NOTRE PROFESSION S'EST PAUPERISEE?

Lire et diffuser les revendications de la **CGT Educ'action** :

- ♦ **le versement immédiat à tous les personnels de 400 €, soit l'équivalent de 90 points d'indice, pour compenser en partie la perte de pouvoir d'achat qu'ils ont subie ;**



- ♦ **l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'indice des prix à la consommation ;**

- ♦ **un SMIC à 2000 euros brut mensuels ;**
- ♦ **Une revalorisation de l'ensemble des grilles salariales indiciaires.**

VOIR LE TRACT ICI: <http://www.cgt-education-var.fr/pages/actualite-generale/decembre-2021/salaires-en-berne-pour-les-personnels-de-l-education-nationale.html>

SIGNER et FAIRE SIGNER la TRIBUNE pour la HAUSSE des SALAIRES de la FONCTION PUBLIQUE:



[VOIR notre SITE INTERNET ICI:](#)

<http://www.cgt-education-var.fr/pages/actualite-generale/decembre-2021/petition-salaires-dans-la-fonction-publique.html>



PARTICIPER MASSIVEMENT à la JOURNEE de GREVE et de MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE et INTERSYNDICALE du 27 JANVIER 2022 - VOIR L'APPEL ICI: <http://www.cgt-education-var.fr/agenda/greves-et-manifestations-pour-les-salaires-le-27-janvier.html>

Notes de bas de page et références bibliographiques :

- 1 : SCHWENGLER Bernard, *Salaires des enseignants : la chute*, Editions L'Harmattan, 2021.
- 2 : Messieurs Btissam BOUZIDI, Touria JAAIDANE et Robert GARY-BOBO.
- 3 : Rapport général du Sénat, enregistré le 18 novembre 2021, Commission des finances, Annexe n°14 sur l'enseignement scolaire.
- 4 : Etude de LEIGH Andrew et de RYAN Chris menée sur l'évolution du recrutement des enseignants en Australie depuis les années 1980.

